

1983, chapitre 75

**LOI CONCERNANT L'ANNEXION D'UN CERTAIN
TERRITOIRE À CELUI DE LA VILLE DE SOREL**

Projet de loi 233

présenté par M. Maurice Martel

Première lecture le 24 novembre 1983

Deuxième lecture le 21 décembre 1983

Troisième lecture le 21 décembre 1983

Sanctionné le 22 décembre 1983

Entrée en vigueur: le 22 décembre 1983

Loi modifiée:

Aucune





CHAPITRE 75

Loi concernant l'annexion d'un certain territoire
à celui de la ville de Sorel

[Sanctionnée le 22 décembre 1983]

Préambule ATTENDU que la ville de Sorel a, par sa requête, représenté:

Qu'une partie du lit du fleuve Saint-Laurent et de la rivière Richelieu
située en face de son territoire n'est rattachée à aucune municipalité;

Qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires
que cette partie du fleuve Saint-Laurent et de la rivière Richelieu soit
annexée à son territoire;

Que la ville de Sorel a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 80
des lois de 1889 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

Que la requérante demande l'adoption d'une loi à cette fin et qu'il
y a lieu de faire droit à sa demande;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Annexion de
territoire

1. Le territoire suivant est annexé au territoire de la ville de Sorel:

Un territoire, de figure irrégulière, étant une partie du lit du fleuve
Saint-Laurent et de la rivière Richelieu située en front de la ville de
Sorel et comprise dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant
du coin nord-ouest du bloc 4 du cadastre de la ville de Sorel; de là,
successivement, les lignes et les démarcations suivantes: dans le fleuve
Saint-Laurent, une ligne droite de direction nord astronomique jusqu'à
une ligne irrégulière passant à mi-distance entre la rive sud du fleuve
et la rive sud-est de l'île Saint-Ignace; cette ligne médiane en allant
vers l'est jusqu'à sa rencontre avec le prolongement de la ligne est du

bloc 1 du cadastre de la ville de Sorel; ledit prolongement et ladite ligne est; partie de la ligne sud dudit bloc; puis en suivant les limites actuelles de la ville de Sorel, la rive du fleuve Saint-Laurent et la rive est de la rivière Richelieu en remontant leur cours jusqu'à la ligne séparative des cadastres de la ville de Sorel et de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel; puis laissant les limites actuelles de la ville de Sorel, le prolongement de cette ligne séparative de cadastres vers l'ouest jusqu'à la ligne médiane de la rivière Richelieu; enfin, la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et la ligne séparant les blocs 1, 2 et 3 du cadastre de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel des blocs 2, 3 et 4 du cadastre de la ville de Sorel jusqu'au point de départ.

Valida-
tion d'actes
accomplis

2. Le défaut de juridiction du maire, des conseillers et des fonctionnaires de la ville de Sorel, entre le 1^{er} janvier 1925 et l'entrée en vigueur de la présente loi, sur le territoire décrit à l'article 1, n'est pas une cause de nullité des actes accomplis par ces personnes dans l'exercice des fonctions de membres du conseil ou de fonctionnaires de la ville.

Effet

3. L'article 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1925.

Rétroactivité

4. La rétroactivité d'une disposition de la présente loi n'affecte pas un jugement rendu avant le 24 novembre 1983, ni une cause pendante à cette date.

Effet
d'exception

5. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.